



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/607
15 octobre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS

Quarante-cinquième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Droits de l'homme et exodes massifs

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 3	2
II. MESURES PRISES PAR LE SECRETAIRE GENERAL	4 - 9	3

ANNEXES

I. Réponses reçues des Etats Membres	5
II. Réponses reçues des organismes des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales	15
III. Réponses reçues des organisations non gouvernementales	19

208

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 44/164 du 15 décembre 1989, l'Assemblée générale a notamment invité à nouveau tous les gouvernements et les organisations internationales et humanitaires concernés à accroître la coopération et l'aide qu'ils apportent aux efforts mondiaux visant à accroître la coopération et l'aide qu'ils apportent aux efforts mondiaux visant à résoudre les graves problèmes causés par les exodes massifs de réfugiés et de personnes déplacées et pour éliminer les causes de ces exodes; prié tous les gouvernements de veiller à l'application effective des instruments internationaux pertinents, en particulier dans le domaine des droits de l'homme, ce qui contribuerait à prévenir de nouveaux courants massifs de réfugiés et de personnes déplacées; invité la Commission des droits de l'homme à maintenir la question des droits de l'homme et des exodes massifs à l'étude en vue d'appuyer le système d'alerte rapide instauré par le Secrétaire général pour prévenir de nouveaux courants massifs de réfugiés et de personnes déplacées; pris acte du rapport du Secrétaire général sur les droits de l'homme et les exodes massifs (A/44/622) et invité le Secrétaire général à l'informer, dans de futurs rapports, des modalités du processus d'alerte rapide pour prévenir de nouveaux courants massifs de réfugiés; encouragé en particulier le Secrétaire général à continuer de s'acquitter des tâches décrites dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés (A/41/324, annexe); prié le Secrétaire général de continuer à développer le rôle du Bureau de la recherche et de la collecte d'informations du Secrétariat en tant qu'organe de liaison chargé d'assurer le fonctionnement d'un système efficace d'alerte rapide et le renforcement de la coordination en matière de collecte et d'analyse d'informations entre les organismes des Nations Unies en vue de prévenir de nouveaux courants massifs de réfugiés et de personnes déplacées; engagé le Secrétaire général à utiliser les ressources disponibles pour consolider et renforcer le système d'alerte rapide dans le domaine humanitaire, notamment en informatisant dans les meilleurs délais le Bureau de la recherche et de la collecte d'informations et en renforçant la coordination entre les éléments pertinents du système des Nations Unies, dont le Bureau de la recherche et de la collecte d'informations, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat et les institutions spécialisées compétentes; et prié le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-cinquième session un rapport sur le rôle accru qu'il joue en matière d'alerte rapide, en particulier dans le domaine humanitaire, ainsi que sur tout fait nouveau concernant les recommandations formulées dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux.

2. Dans sa résolution 1990/52 du 6 mars 1990, la Commission des droits de l'homme, après avoir adressé la même invitation et la même demande à tous les gouvernements et organisations internationales concernés, s'est félicitée de ce que le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ait demandé la constitution d'un groupe de travail chargé d'examiner la protection des réfugiés et les solutions durables dans une perspective cohérente et globale; elle a prié le Secrétaire général de continuer à développer le rôle du Bureau de la recherche et de la collecte d'informations en vue de renforcer la coordination en matière de collecte et d'analyse de l'information avec les organismes des Nations Unies de façon à pouvoir signaler rapidement les situations évolutives qui exigent l'attention du Secrétaire général et à servir d'organe de

liaison, au sein du système des Nations Unies, pour la définition des grandes orientations, y compris l'identification des options fondamentales qui s'offrent au Secrétaire général; elle a prié également le Secrétaire général de mettre les informations nécessaires à la disposition des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies; elle a prié instamment le Secrétaire général d'utiliser les ressources disponibles pour consolider et renforcer le système d'alerte rapide dans le domaine humanitaire. La Commission attend avec intérêt le rapport que le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale lors de sa quarante-cinquième session.

3. En vue d'établir les rapports demandés dans les résolutions susmentionnées, le Secrétaire général a adressé, le 30 avril 1990, une note verbale à tous les gouvernements et une lettre aux organismes des Nations Unies, aux institutions spécialisées et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernés, en les priant de lui fournir des renseignements et de lui communiquer leurs vues sur tout fait nouveau concernant les recommandations formulées dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux. Les réponses reçues de l'Allemagne, République fédérale d', de la Belgique, du Burundi, de l'Equateur, du Panama, de la Pologne, du Portugal, de la Suède, de la Tunisie et de la Turquie sont reproduites à l'annexe I. Celles du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation mondiale de la santé ainsi que celles reçues de la Fédération internationale de Terre des hommes et de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sont reproduites dans les annexes II et III respectivement.

II. MESURES PRISES PAR LE SECRETAIRE GENERAL

4. Conformément à la résolution 44/164 de l'Assemblée générale, à la résolution 1990/52 de la Commission des droits de l'homme et à d'autres résolutions pertinentes, le Secrétaire général, aidé par le Bureau de la recherche et de la collecte d'informations, a continué à étudier les questions relatives aux droits de l'homme et aux exodes massifs et à prendre diverses mesures pour raffermir, relever et renforcer l'action de l'Organisation des Nations Unies en matière d'alerte rapide, en particulier dans le domaine humanitaire, compte tenu des recommandations figurant dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux.

5. Par un processus bien rodé de suivi continu des événements politiques susceptibles d'influer sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Bureau a tenu le Secrétaire général informé de l'évolution de situations dans différentes régions du monde qui pouvaient donner lieu à des exodes massifs de réfugiés et d'autres personnes déplacées. Le Secrétaire général est discrètement intervenu dans certains cas.

6. Le Bureau a également avancé de nouvelles idées pour la mise au point d'un système d'alerte rapide et des mesures à prendre pour assurer la coopération et la coordination interinstitutions nécessaires au fonctionnement d'un système efficace.

7. Du fait de contraintes budgétaires, l'informatisation du Bureau n'a progressé que lentement pendant l'année. On n'est pas parvenu à obtenir des fonds supplémentaires, mais le Bureau reste désireux d'informatiser ses travaux dès que possible et recherche des fonds afin de recruter à nouveau un expert extérieur pour une courte durée.

/...

8. Sur la recommandation du Bureau, le Corps commun d'inspection a entrepris une étude de la coordination en matière d'alerte rapide en cas de situations risquant de donner lieu à des courants de réfugiés. Son rapport sera soumis à l'Assemblée à sa quarante-cinquième session. Les recommandations du Corps commun, une fois appliquées, devraient aider à mieux coordonner l'alerte rapide du système des Nations Unies et à éviter ainsi de nouveaux courants de réfugiés.

9. Avant même la publication de ce rapport, certaines mesures avaient déjà été prises pour améliorer la coordination. Au début de 1990, le Secrétaire général a envoyé une lettre à plusieurs chefs de secrétariat d'institutions spécialisées et directeurs de programmes, leur demandant de coopérer plus étroitement à la poursuite de la mise au point d'une capacité intégrée d'alerte rapide concernant de nouveaux courants massifs de réfugiés et de personnes déplacées.

ANNEXE I

Réponses reçues des Etats Membres

ALLEMAGNE, REPUBLIQUE FEDERALE D'

[Original : anglais]
[30 mai 1990]

Les observations du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne figurent dans le document A/44/622, annexe I.

BELGIQUE

[Original : français]
[3 juillet 1990]

1. Le Gouvernement belge note que depuis l'adoption des conclusions et recommandations par la résolution de l'Assemblée générale 41/70 du 3 décembre 1986, d'importants courants de réfugiés et de demandeurs d'asile se sont développés et amplifiés pour des raisons strictement économiques. Il s'agit là de personnes qui quittent leur pays dans l'espoir de trouver de meilleures conditions économiques et des avantages sociaux, en profitant de législations généreuses en matière d'asile politique.

2. Le Gouvernement belge estime souhaitable que ce phénomène puisse être mieux mis en lumière. Il souhaite également que le rôle des filières agissant dans l'illégalité et pour des raisons purement lucratives, soit clairement souligné.

BURUNDI

[Original : français]
[14 août 1990]

1. Aucune disposition législative n'existe dans le droit positif burundais, concernant les droits de l'homme et les exodes massifs.

2. En outre, en plus du fait que le Burundi collabore avec les autres Etats, à commencer par les Etats voisins, pour essayer de trouver des solutions aux problèmes des réfugiés, il encourage le rapatriement des réfugiés et les aide à s'installer; le retour massif des réfugiés qui s'étaient déplacés par suite des événements de Ntega-Marangara en août 1988 en est la preuve.

EQUATEUR

[Original : espagnol]
[30 juillet 1990]

1. Il est possible d'affirmer que l'évolution dans le domaine de la protection internationale des réfugiés porte témoignage de l'intérêt humanitaire profond qui guide la politique de chacun des gouvernements désireux de s'acquitter de ses obligations internationales, dont la plus importante peut-être, et celle sur

laquelle l'Equateur met le plus l'accent, consiste à admettre les réfugiés et les demandeurs d'asile et à leur accorder un traitement conforme aux normes humanitaires internationales.

2. Le Gouvernement équatorien a utilisé toutes les ressources dont il disposait pour protéger les réfugiés, leur garantissant le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité. Ces droits entraînent la protection contre le risque de trouver la mort, d'être blessé et de subir d'autres dommages physiques ou psychologiques.

3. L'application effective de tous les instruments internationaux pertinents, en particulier en matière de droits de l'homme, permettra de prévenir de nouveaux courants massifs de réfugiés et d'éviter qu'ils ne se dirigent vers des secteurs généralement incapables de les recevoir, ce qui ne veut pas dire que soient adoptées des mesures administratives sommaires et mises en oeuvre des procédures sélectives dans l'instruction des demandes de refuge ou d'asile consistant à les considérer comme "abusives" ou "manifestement injustifiées".

4. De ce fait, la solution du problème des exodes massifs ne consiste pas à donner une interprétation très restrictive de la notion de réfugiés, telle qu'elle est définie dans la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés a/ et dans le Protocole de 1967 b/, pas plus qu'à imposer aux demandeurs des conditions peu réalistes en fait d'asile, mais réside dans le respect intégral des principes de la Charte des Nations Unies et dans l'emploi de moyens pacifiques pour régler les différends internationaux, de façon que le comportement des hommes soit régi par le Droit, dans le respect de la paix et de l'ordre international, étant donné que le vrai respect des droits civils, politiques, écologiques et sociaux d'une population donnée lui ôtera tout motif de quitter sa patrie.

5. La Constitution équatorienne aborde cette question dans ses articles 3 et 4 : "Article 3 : L'Etat équatorien respecte les principes du droit international; il proclame l'égalité juridique de tous les Etats, préconise une solution pacifique des différends entre nations et l'association d'Etats dans la perspective de la coopération et de l'intégration économique et sociale de leur population, en particulier avec les Etats ibéro-américains, auxquels l'unissent des liens de solidarité et d'interdépendance tenant à leur origine et à leur culture communes", et, "Article 4 : L'Etat équatorien condamne toute forme de colonialisme, de néo-colonialisme et de discrimination raciale. Il reconnaît le droit des peuples à se libérer de ces régimes oppressifs".

6. Le 4 juillet 1979 a été promulguée une série de réformes du Code pénal, aux termes desquelles il est expressément interdit d'inciter, de susciter ou d'exécuter des actes favorisant la discrimination raciale, et qui définissent les peines à prononcer contre les contrevenants.

7. L'article 14 de la section III de la Constitution : "De la condition juridique des étrangers", dispose que "les étrangers jouissent généralement des mêmes droits que les Equatoriens, sous réserve des limitations établies par la Constitution et par la loi...".

8. L'Equateur s'acquitte du mandat humanitaire général consistant à développer et à encourager le respect des droits de l'homme, consigné dans la Charte des Nations Unies, et mis en pratique par le Secrétaire général.

9. Il y a lieu de rappeler que l'Equateur a signé le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le 4 avril 1968, l'a ratifié par le décret du 9 février 1969, et a déposé les instruments de ratification le 6 mars 1969. De par son incorporation à la législation interne, ce pacte constitue un instrument juridique ayant force obligatoire, car le système juridique équatorien reconnaît la primauté de la Constitution mais place au-dessus des lois ordinaires la législation découlant des traités et des autres instruments internationaux ratifiés par le Gouvernement.

PANAMA

[Original : espagnol]
[4 juillet 1990]

1. La formation de courants massifs de réfugiés découle de différents problèmes politiques, économiques et sociaux, souvent liés entre eux ou à la situation internationale; ces courants de réfugiés sont susceptibles de mettre en péril la stabilité politique et sociale, de même que le développement économique, des Etats d'accueil, et d'avoir des répercussions défavorables sur les pays d'origine et leur propre région; par ailleurs, ils peuvent également compromettre la paix et la sécurité internationales.

2. En outre, compte tenu de sa complexité, de son ampleur et de la déstabilisation qui risque de découler de ses effets, la communauté internationale tout entière, et en particulier la République du Panama, a tout avantage à éviter la formation de ces courants massifs de réfugiés, en deçà ou au-delà des frontières de chaque Etat. Pour cela, étant donné la nature du problème, il faut intensifier la coopération internationale à tous les niveaux, en particulier dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, et respecter intégralement le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats souverains, sur la base du respect des droits de l'homme et du principe de l'autodétermination démocratique.

3. Il convient également de réaffirmer que la République du Panama est tout à fait disposée à contribuer à la résorption des exodes massifs, étant donné qu'elle est partie à la Convention relative au statut des réfugiés *a/* et au Protocole relatif au statut des réfugiés de 1967 *b/*, qu'elle souscrit aux recommandations de la Déclaration de Carthagène de 1984, et qu'en coopération avec la communauté internationale, elle s'est donné une politique interne en ce qui concerne les réfugiés.

POLOGNE

[Original : anglais]
[13 août 1990]

1. Pour tenter d'analyser le problème, et en prenant le temps comme critère, il est possible de distinguer trois phases du phénomène :

a) La phase initiale est causée par l'accumulation de conditions favorables à la formation d'un courant de réfugiés, qui finit par se matérialiser;

b) La deuxième phase est celle du déclenchement et de la poursuite d'un exode proprement dit de réfugiés qui quittent leur pays natal;

c) La troisième et dernière phase est celle du contrôle et de la résorption de ce courant de réfugiés, par l'application de diverses solutions (rapatriement, assimilation, réinstallation dans un pays tiers).

2. Simultanément, trois parties bien distinctes désirent résoudre le problème : l'Etat d'où proviennent les réfugiés; l'Etat ou les Etats où ils trouvent refuge; et la communauté internationale (dans l'hypothèse, généralement acceptée, selon laquelle le problème des réfugiés est bien un problème mondial).

3. Ce qui préoccupe la Pologne, et qui doit changer, c'est que la coopération internationale dans ce domaine n'intervient le plus souvent qu'à cette troisième phase. Il ne fait pas de doute qu'il serait souhaitable que cette coopération se manifeste dès la deuxième phase, et plus encore dès la première. En effet, il conviendrait de chercher à empêcher l'exode temporaire de réfugiés et non pas, comme cela a été la pratique jusqu'à présent, de faire porter les efforts de la communauté internationale sur l'arrêt du flux de réfugiés et sur le retour à la situation antérieure, quand c'est elle qui aurait pu être évitée.

4. D'une façon générale, il est possible de distinguer trois causes du courant massif de réfugiés : a) les catastrophes naturelles; b) le non-respect des droits de l'homme; et c) les catastrophes causées par l'homme.

5. Ce n'est que dans le cas où les droits de l'homme fondamentaux ne sont pas respectés que la communauté internationale a élaboré des instruments internationaux et créé des institutions internationales pour la protection et l'aide accordées aux personnes contraintes, pour cette raison même, de quitter leur pays natal.

6. Les situations catastrophiques causées par l'homme ont un caractère politique (conflits armés, colonialisme, apartheid, violation des droits de l'homme) ou un caractère social et économique (arriération coloniale durable, effets de la crise mondiale, endettement, inflation, etc.).

7. L'Europe semble être promise dans un proche avenir à une augmentation importante des migrations et à un exode massif d'habitants des Etats d'Europe centrale et orientale vers l'Europe occidentale. Certains auront sans doute de bonnes raisons de demander à bénéficier du statut de réfugié, d'autres seront, de

/...

fait, dans une situation toute semblable, et d'autres encore émigreront simplement pour des raisons économiques. Les premiers symptômes de pareil phénomène sont déjà bien visibles : en 1989, 1,3 million de personnes ont émigré de l'Europe orientale, alors que les années précédentes, cette émigration ne dépassait pas en moyenne 100 000 personnes par an.

8. L'Europe est-elle préparée à une pareille évolution? Il semble que pour empêcher que des millions d'êtres humains soient exposés à des souffrances inimaginables et à un sort tragique, le mieux serait d'agir sur les causes de ces migrations massives, ce qui suppose une aide économique bien ciblée et une aide dans le domaine de la gestion. Il est indispensable d'organiser des programmes de formation au droit et à la pratique des démocraties occidentales et cela s'applique à tous les pays d'Europe orientale qui transforment rapidement leurs structures politiques et s'acheminent vers la démocratie.

9. Il faut en outre s'efforcer de créer en Europe un système de protection des réfugiés et de mettre en place un mécanisme régional facilitant l'immigration. Il est très important que tous les anciens Etats socialistes adhèrent au système prévu par la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés a/, ainsi que par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Convention européenne des droits de l'homme, A/33/417, annexe II).

10. Comme, de plus, un exode de grande ampleur est assez souvent le résultat de décisions de nature politique (non-respect des droits de l'homme, conflits armés), le règlement du problème (ainsi que les contre-mesures voulues) devrait également relever d'une décision politique. Jusqu'à présent, la communauté internationale a fait beaucoup sur le plan humanitaire. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a reçu pour mission de protéger et d'aider les réfugiés, mais son mandat est apolitique, puisqu'il doit se borner au domaine humanitaire. En dehors de ces considérations, il semble aussi que la définition de la notion de réfugié, figurant dans la Convention de 1951, doive être modifiée de façon à viser toutes les migrations massives ayant un caractère involontaire. La définition contenue dans la Convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique g/ et la Déclaration de Carthagène de 1984 indique peut-être la voie à suivre. Les définitions existantes ne répondent pas entièrement à leur objet, sans doute parce qu'elles cherchent à appeler l'attention et à faire porter les activités de la communauté internationale sur la phase du phénomène où l'arrivée massive de réfugiés a déjà eu lieu. Il faut donc sans doute appuyer l'idée de donner au Secrétaire général une certaine autorité en la matière (résolution 44/164 de l'Assemblée générale) qui lui permette de prendre l'initiative politique voulue (ce qui, dans le cas des réfugiés afghans, s'est révélé très efficace), et de l'habiliter à formuler des suggestions tendant à un règlement politique du phénomène et surtout à l'empêcher de se produire.

11. En outre, il est sans doute nécessaire que tous les Etats européens participent au système global de protection et d'aide envisagé dans la Convention de 1951. Plus précisément, si cela peut paraître inutile à certains Etats (par exemple, la Pologne, comme d'autres Etats d'Europe orientale est essentiellement un point de départ de réfugiés, mais elle a également accordé sa protection à plus de 1 000 réfugiés), cela est en fait indispensable étant donné

qu'il est nécessaire d'entreprendre des activités à l'échelle mondiale (il existe par exemple en Pologne des réfugiés originaires de pays non européens). La Pologne est là encore un bon exemple où le sens bien compris des responsabilités rend inutile toute différenciation entre les pays d'origine des réfugiés et les pays d'accueil, puisqu'il s'agit de deux aspects indissociables d'un même phénomène. L'adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme de 1950 devrait être traitée de la façon qui est suggérée indirectement dans la résolution 44/164 de l'Assemblée générale et la résolution 1990/52 de la Commission des droits de l'homme, ainsi que dans les recommandations figurant dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux.

12. On trouvera ci-après des observations concernant les recommandations du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés :

a) Paragraphe 66 a) : La liste des causes de discrimination à l'encontre de certains groupes ethniques semble trop étroite. Pour cette raison, et afin de parvenir à un ensemble de critères fondamentaux aussi uniformes que possible dans la législation internationale, il conviendrait d'utiliser au maximum les définitions existantes et universellement acceptées, en particulier les termes figurant au paragraphe 1 de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966 : "sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation";

b) Paragraphe 70 b) : Plutôt que l'expression "informations plus complètes sur la question", il conviendrait de dire "informations complètes" car on ne voit pas par rapport à quoi ces informations seraient plus complètes;

c) Paragraphe 70 d) : "action efficace" serait peut-être préférable à "action plus efficace".

PORTUGAL

[Original : français]
[25 janvier 1990]

1. La question des exodes massifs est particulièrement actuelle, assumant, dans certaines régions du monde, des proportions préoccupantes.

2. Comme il est mentionné dans les textes visés, il s'avère d'importance spéciale de contribuer à la prévention de telles situations, en assurant d'une manière effective la pleine application des instruments juridiques internationaux de protection et promotion des droits de l'homme.

3. D'autre part, la coopération internationale doit être renforcée dans ce domaine, seule façon de ne pas déclencher des situations d'exodes massifs et de garantir la protection nécessaire des populations déplacées ou des réfugiés.

4. Peu significatif, comparé à ce qui a lieu dans d'autres pays, le mouvement de réfugiés choisissant le Portugal est très loin de revêtir les caractéristiques d'une migration à large échelle, ce qui réduit nécessairement la connaissance de la réalité des "exodes massifs" et simultanément l'intérêt des considérations que nous pouvons formuler à propos de ce phénomène. Il suffira de rappeler que, au cours de ces quatre dernières années, le nombre de demandes d'asile présentées devant les autorités portugaises est de 600 environ (plus précisément 604, de 1985 à 1988).

5. La provenance d'une grande partie des candidats au statut de réfugié choisissant le Portugal confirme qu'ils fuient souvent des situations de guerre, d'où découlent des privations et de la souffrance prolongée à l'égard des populations civiles, les victimes de conflits étant les plus touchées.

6. Seul le rétablissement de la paix permettra, en quelque sorte, de prévenir l'exode de réfugiés.

7. Dans d'autres circonstances, c'est le sous-développement économique et social lui-même qui contraint les populations à quitter leur pays.

8. La plupart des candidats à l'asile cherche, au Portugal, des possibilités d'emploi, ainsi qu'un niveau de vie qui n'était pas à leur portée dans les lieux où ils avaient leur domicile. En outre, certes, de meilleures prestations sociales (enseignement, soins médicaux et hospitaliers, sécurité sociale, etc.).

9. La prévention de ce type spécifique (et ici majoritaire) de migration massive passe, sans doute, par la création, graduelle et planifiée, de conditions économiques et sociales suffisamment stimulantes pour assurer la fixation des populations.

10. On connaît, dans les deux cas, la contribution de notre pays : soit par les efforts politiques et diplomatiques internationalement déployés visant à mettre un terme aux hostilités; soit moyennant la coopération établie, dans plusieurs domaines, avec les nouveaux Etats africains de langue portugaise.

11. L'on ne peut que reconnaître, finalement et conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme, que la promotion de la paix, de la sécurité, du développement et des libertés fondamentales constitue un élément déterminant dans la solution, nécessairement lente, de ces problèmes, à l'égard desquels la communauté internationale doit demeurer vigilante et concernée.

12. L'on devra promouvoir, par ailleurs, l'appui au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, dont on reconnaît l'action inestimable d'assistance et de protection à tant de milliers d'individus dépourvus de protection qui abandonnent leur pays pour défendre leur sécurité, leur liberté, voire leurs vies.

13. Il serait en plus opportun que de nouveaux Etats de joignent au groupe de ceux qui ont déjà signé la Convention de 1951 a/.

14. Il est dans ce contexte d'un intérêt primordial d'informatiser des renseignements pertinents à cet égard et concernant la coordination de l'action des différents organes des Nations Unies. La coopération interne de l'Organisation est fondamentale et l'utilisation d'un système automatisé contribuera sûrement beaucoup à améliorer son action ainsi qu'à l'optimisation des résultats des activités poursuivies.

15. Elle contribuera certainement à une protection plus effective des droits fondamentaux des populations déplacées et des réfugiés.

SUEDE

[Original : anglais]
[7 août 1990]

1. La Suède souscrit sans réserves aux recommandations faites par le Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés.

2. Le Gouvernement suédois soumet également une brochure intitulée : A Comprehensive Refugee and Immigration Policy - an Outline from an Interdepartmental Study Group, qui met l'accent sur le rôle que l'Organisation des Nations Unies peut jouer pour éviter la formation de courants de réfugiés.

TUNISIE

[Original : français]
[1er juin 1990]

1. Le Gouvernement tunisien souhaite exprimer sa condamnation ainsi que sa grave préoccupation quant à la situation prévalant en Palestine occupée et dans les autres territoires occupés où les droits de l'homme fondamentaux sont quotidiennement et massivement violés par les autorités d'occupation israéliennes.

2. Le Gouvernement tunisien attire l'attention sur les risques engendrés par une telle situation ainsi que par la politique de l'occupant consistant à procéder au changement de la composition démographique de la population dans les territoires occupés et à l'implantation de colons dans les territoires spoliés afin de contraindre les Palestiniens à abandonner leur patrie.

3. En conséquence, le Gouvernement tunisien lance un appel afin que les instances appropriées de l'Organisation des Nations Unies prennent les mesures qui s'imposent pour faire cesser ces agissements irresponsables et contraires à la Charte et aux autres instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme et agir en vue d'engager, sans délai, le processus de convocation d'une conférence internationale devant permettre le règlement global du conflit au Moyen-Orient.

TURQUIE

[Original : anglais]
[9 août 1990]

1. Le Gouvernement turc a déjà exposé ses vues sur la question des rapports entre droits de l'homme et exodes massifs (voir A/44/622, annexe I). La Turquie continue à attacher une grande importance à cette question et note avec intérêt que les autorités et les organes appropriés des Nations Unies se penchent avec attention sur les problèmes posés par les exodes massifs. Le Gouvernement turc souhaite faire quelques observations supplémentaires pour contribuer aux travaux futurs sur la question.

2. Dans sa résolution 1990/52, la Commission des droits de l'homme se déclare préoccupée par la charge de plus en plus lourde que ces exodes soudains et massifs imposent aux pays en développement qui ne disposent que de ressources limitées. Le Gouvernement turc rappelle que ce lourd fardeau économique imposé aux pays en développement ne pourrait être allégé qu'à la faveur d'une coopération et d'une répartition de la charge appropriées au niveau international.

3. Le Groupe d'experts gouvernementaux recommande notamment que les Etats respectent le droit qu'ont les réfugiés de recevoir une indemnité compensatoire appropriée s'ils ne souhaitent pas rentrer dans leur patrie. C'est là une recommandation très utile qui mériterait d'être approfondie. Dans ce but, il faudrait notamment préciser comment et dans quelles conditions cette indemnité pourrait être demandée et obtenue.

4. Dans son rapport sur la question, le Groupe d'experts gouvernementaux était parvenu à la conclusion que les courants massifs de réfugiés pouvaient perturber la stabilité politique et sociale, ainsi que le développement économique du pays d'accueil, et avoir des conséquences défavorables pour l'économie des pays d'origine, et même pour des régions entières, et mettre ainsi en danger la paix et la sécurité internationales. Il va sans dire que pareille situation doit retenir l'attention de la communauté internationale. Mais il faut garder à l'esprit que les problèmes posés par les exodes massifs intéressent en dernière analyse les Etats directement concernés et ne sauraient autoriser des Etats à violer le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

[Original : russe]
[3 août 1990]

1. L'Union des Républiques socialistes soviétiques considère de façon positive le document relatif aux exodes massifs de réfugiés et de personnes déplacées, établi par le Groupe d'experts gouvernementaux sur instruction du Secrétaire général. Elle se félicite que l'Organisation des Nations Unies, conformément à sa Charte, s'efforce d'organiser la coopération des Etats au règlement des problèmes internationaux de caractère humanitaire. Elle note aussi l'apport substantiel des institutions spécialisées des Nations Unies à l'essor de la coopération humanitaire internationale.

/...

2. L'Union soviétique est disposée à coopérer avec l'Organisation, avec ses institutions spécialisées et avec tous les Etats intéressés dans le but de prévenir l'apparition de facteurs qui pourraient entraîner des courants massifs de réfugiés et de personnes déplacées, et s'il se révèle impossible d'empêcher un exode massif, elle est disposée à coopérer à l'assistance humanitaire à accorder à ces personnes.

3. L'Union soviétique apprécie profondément l'aide donnée au peuple soviétique par l'Organisation des Nations Unies et par l'ensemble de la communauté mondiale après le séisme survenu en Arménie en 1989. La même année, l'Union soviétique, avec d'autres Etats Membres, a aidé à organiser le rapatriement volontaire des réfugiés namibiens. L'aide accordée par elle à cet effet s'est montée à 2,9 millions de dollars des Etats-Unis. Dans le passé, l'Union soviétique a maintes fois accordé une assistance bilatérale à des réfugiés originaires de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

4. L'Union soviétique réaffirme qu'elle est désireuse de coopérer à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de concourir aux efforts tendant à mettre sur pied une collaboration internationale ayant pour but de résoudre les problèmes humanitaires existants, qui préoccupent la communauté internationale.

Notes de l'annexe I

a/ Organisation des Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 189, No 2545, p. 137.

b/ Ibid., vol. 606, No 8791, p. 267.

c/ Ibid., vol. 1001, No 14691, p. 45.

ANNEXE II

Réponses reçues des organismes des Nations Unies, des institutions
spécialisées et des organisations intergouvernementales

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

[Original : anglais]
[13 juillet 1990]

1. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) attache une grande importance aux activités d'alerte rapide, qui sont un moyen d'augmenter le potentiel international de prévention de situations susceptibles d'entraîner la formation de courants de réfugiés ou, si cela n'est pas possible, d'atténuer les conséquences de ce phénomène et d'être mieux préparés à réagir aux situations d'urgence. Le HCR a de plus en plus pris conscience, ces dernières années, de l'importance de l'alerte rapide pour l'action qu'il entreprend en faveur des réfugiés. En fait, les programmes de formation à la gestion des situations d'urgence qu'il organise depuis 1985 ont toujours comporté un élément relatif à l'alerte rapide en cas d'urgence. De plus, quand un courant de réfugiés a commencé à se former, une action organisée avec soin doit être mise en oeuvre sans retard, et le HCR s'emploie actuellement à donner un caractère officiel au système d'alerte aux situations d'urgence en matière de réfugiés. Ce système est en fait une méthode de collecte et d'analyse de l'information qui nécessite l'évaluation d'une situation mouvante en fonction d'une liste préétablie d'indicateurs, dont l'objet est d'alerter le Haut Commissariat sur l'ampleur et la nature probables d'une situation d'urgence entraînant la formation d'un courant de réfugiés et sur les besoins de ceux-ci. Dans le même contexte, un groupe de travail du HCR sur l'alerte rapide a récemment été créé; il est chargé d'assurer la liaison, au Haut Commissariat, en ce qui concerne toutes les questions relatives à l'alerte rapide, et d'élaborer en particulier les grandes lignes d'une participation active du Haut Commissariat aux activités d'alerte rapide à l'échelle de tout le système.

2. Le statut du Haut Commissariat ne prévoit pas expressément une activité de prévention et donc, à cet effet, d'activités d'alerte rapide. Le Haut Commissariat a cependant réfléchi à ce que pourrait - et devrait même - être son rôle en matière de prévention étant donné son caractère humanitaire et le fait que sa tâche première est d'aider les personnes qui se trouvent en dehors de leur propre pays et qui ont besoin d'une protection internationale. Dans une déclaration prononcée à la quarante-sixième session de la Commission des droits de l'homme, le Haut Commissaire a souligné qu'il fallait réagir de façon globale aux aspects multiples du problème des réfugiés, en tirant parti des possibilités de l'ensemble des organismes des Nations Unies. Il a ajouté qu'il était important, pour la prévention, d'agir sur les causes profondes du phénomène.

3. Le Comité exécutif intergouvernemental du Programme du HCR est également désireux d'examiner la question, au sens large, de la protection des réfugiés et des solutions à donner aux problèmes posés, et il a demandé à sa quarantième session en 1989, que soit créé un groupe de travail chargé d'examiner ces questions de façon approfondie, notamment dans leurs aspects relatifs à la prévention et à

l'alerte rapide. Enfin, il y a lieu de noter que le Centre de documentation du HCR sur les réfugiés rassemble une information très utile sur les problèmes des réfugiés, qu'il dispose d'une base de données informatisée sur les recherches relatives aux réfugiés, et qu'il coordonne un projet expérimental visant à mettre en place un réseau international de documentation sur les réfugiés. En outre, le HCR développe des bases de données sur les législations nationales relatives aux réfugiés et sur le nombre de personnes concernées. Le Bureau de la recherche et de la collecte d'informations coopère avec d'autres services compétents du système des Nations Unies afin de renforcer les moyens d'alerte rapide; le Haut Commissariat reconnaît qu'il est nécessaire d'accroître la coordination, comme le demande la Commission de droits de l'homme au paragraphe 8 de sa résolution 1990/52, et il espère que des discussions plus détaillées avec le Bureau auront lieu sur les méthodes et les moyens d'un échange d'informations mutuellement utiles.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

[Original : anglais]
[21 août 1990]

1. La FAO manque d'informations sur les progrès réalisés jusqu'à présent par le Bureau de la recherche et de la collecte d'informations sur la mise au point des modalités de la participation des organismes qui coopèrent à la tâche envisagée par l'Assemblée générale et qui comptent parmi eux le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture de la FAO.
2. Les conclusions et recommandations du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés s'adressent avant tout aux Etats étant donné la nature essentiellement politique des causes d'exode.
3. En dernière analyse, c'est par la création d'un climat plus favorable et la mise en oeuvre de projets de développement économique et social semblables à ceux qu'entreprend la FAO qu'on pourra éviter les migrations dues à des facteurs économiques. La FAO a pour principe bien établi de soutenir les petits exploitants agricoles, comme l'a préconisé en 1979 la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural.
4. En cas de catastrophe naturelle, les secours organisés par le Bureau des opérations spéciales de secours de la FAO visent également à rétablir les conditions de vie normales des habitants qui ont dû abandonner la zone touchée.
5. La FAO apporte une contribution importante au suivi des résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme dans le domaine de l'information préalable et de l'alerte rapide. Les observations de la FAO sur le rapport du Corps commun d'inspection, daté du 21 mai 1990, qui ont désormais été incorporées à la version définitive de ce rapport, apportent les renseignements nécessaires et présentent des propositions.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

[Original : anglais]
[29 juin 1990]

Principe

1. La constitution de l'Organisation mondiale de la santé énonce que :

"La possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soient sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale.

La santé de tous les peuples est une condition fondamentale de la paix du monde et de la sécurité; elle dépend de la coopération la plus étroite des individus et des Etats."

2. A l'occasion de la quarante-troisième Assemblée mondiale de la santé (7-17 mai 1990), le Directeur général a déclaré ce qui suit :

"L'OMS a depuis longtemps posé le principe selon lequel la santé est un droit fondamental de l'homme. Au moment où commence la décennie des années 90, les droits de l'homme, la justice sociale et les questions éthiques prendront de plus en plus d'importance. Les droits de l'homme dans le domaine de la santé et de la médecine doivent être replacés dans le cadre plus large des droits de l'homme fondamentaux, car les droits du patient sont également des droits de l'homme. Trois questions liées entre elles se posent : la liberté d'expression et le droit d'être informé, le respect de l'intégrité de l'individu, y compris sa liberté de décision, et l'interdiction de toute discrimination. Au cours des années 90, dans toutes nos activités de programme, j'ai l'intention de mettre l'accent sur les aspects de la santé relatifs aux 'droits de l'homme'."

Réfugiés et exodes massifs : l'action de l'OMS

3. Le Directeur général a également fait rapport à la quarante-troisième Assemblée mondiale de la santé sur l'action entreprise par l'OMS pour donner une solution aux problèmes aigus ou chroniques de santé des réfugiés, comme il est indiqué ci-après :

Afghanistan :

En application de la résolution WHA 41.33 de l'Assemblée mondiale de la santé, et en collaboration avec le Coordonnateur spécial désigné par le Secrétaire général, l'OMS apporte au peuple afghan une aide sanitaire en fournissant et en distribuant des médicaments essentiels, en remettant en état les équipements de santé et en assurant la réadaptation des handicapés ainsi que la formation du personnel sanitaire. Cette aide est venue de toutes les directions : de Kaboul, du Pakistan, de la République islamique d'Iran et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Son but était de faciliter

/...

le rapatriement et la réinstallation dans leur pays des réfugiés afghans. On espère que cet effort de réconciliation par le canal de l'action sanitaire sera favorable à la stabilité politique et au développement durable de l'Afghanistan à l'avenir.

Namibie :

Pour préparer l'accès de la Namibie à l'indépendance, l'OMS a participé, avec d'autres institutions des Nations Unies, au rapatriement de 42 000 Namubiens. Des visites médicales, des vaccinations et différents services ont été organisés. Une mission d'étude du secteur sanitaire s'est rendue en Namibie et a donné lieu ensuite à un important effort de définition des options de politique sanitaire s'offrant au jeune Gouvernement namibien. On a remédié à une pénurie de personnel sanitaire qualifié en faisant appel à des médecins volontaires. L'OMS, avec le concours du PNUD, a aidé à mobiliser une aide bilatérale et non gouvernementale et a apporté un soutien financier rapide pour les secours et pour la préparation aux situations d'urgence.

4. En application de la résolution WHA 42.1 de l'Assemblée mondiale de la santé, l'OMS n'a rien épargné pour concourir par une aide technique à l'amélioration de la santé du peuple palestinien dans les territoires occupés. Des missions ont été effectuées pour étudier les besoins en matière de soins médicaux d'urgence, de surveillance nutritionnelle et de services hospitaliers et sanitaires. En janvier 1990, une mission de l'OMS s'est rendue à Jérusalem, sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza pour élaborer un programme coordonné de soutien technique, avec l'agrément et l'appui de plusieurs Etats Membres et d'autres organismes internationaux. Le programme vise à créer des centres de soins de santé primaires et à assurer des moyens de secours, à obtenir les fournitures et les matériels médicaux voulus et à former du personnel sanitaire. De nombreux donateurs ont promis leur appui et ont apporté des contributions en espèces ou en nature.

L'OMS, en coopération avec le HCR, prépare des plans de rapatriement pour les réfugiés originaires du Cambodge et du Mozambique.

Décision prise à la quarante-troisième Assemblée mondiale de la santé

5. Les participants à la quarante-troisième Assemblée mondiale de la santé ont examiné en détail l'aide sanitaire et médicale nécessaire pour le Liban, les personnes déplacées se trouvant à Chypre, la lutte pour la libération en Afrique australe et la reconstruction et le développement de la Namibie.

ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS

[Original : anglais]
[24 mai 1990]

1. La Commission interaméricaine des droits de l'homme, dans de nombreux rapports établis au fil des ans, a fait référence à d'importants groupes de réfugiés, mais n'a pas effectué d'étude portant exclusivement sur ce sujet.

2. Pendant l'année écoulée, elle n'a pas publié de rapport sur ce sujet.

/...

ANNEXE III

Réponses reçues des organisations non gouvernementales

FEDERATION INTERNATIONALE TERRE DES HOMMES

[Original : français]
[15 août 1990]

1. La Fédération internationale Terre des hommes souscrit en particulier au paragraphe 70 c) du rapport du Groupe d'experts (A/41/324, annexe) et elle souhaite qu'il y ait une collaboration accrue entre les différents organes concernés des Nations Unies et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif pour obtenir les informations mentionnées dans ce paragraphe. En effet, les organisations non gouvernementales sont en contact direct avec les populations les plus défavorisées, celles-là mêmes qui sont susceptibles d'engendrer un flux massif de réfugiés dans un proche avenir.

2. A cet égard, il est aisé de prévoir que l'afflux de réfugiés en provenance des pays en développement vers les pays nantis ne va pas diminuer. Compte tenu des nouvelles restrictions imposées par les pays occidentaux, notamment à l'immigration, le statut de réfugié n'en a que plus d'attrait pour les populations pauvres. De plus, l'Europe et l'Amérique du Nord ne pourront pas rester des îlots de prospérité isolés face à un tiers monde très peuplé qui va en s'appauvrissant. Il faut prévoir encore des migrations de populations du sud vers le nord. Face à cette situation, une des mesures préventives les plus efficaces est l'aide au développement, mais un développement bien compris qui inclut la démocratisation des structures, une véritable participation populaire, des réformes agraires, l'accès au petit crédit, l'amélioration de l'instruction publique, etc.

3. La Fédération souscrit également en totalité au paragraphe 72 du rapport et suggère aux organes concernés des Nations Unies d'intensifier là aussi leur collaboration avec les organisations non gouvernementales. En effet, celles-ci gèrent d'innombrables projets de développement qui vont dans le sens du paragraphe 72. Il convient de garder en mémoire le volume considérable de l'aide privée au développement qui est gérée par les organisations non gouvernementales.

4. La Fédération suggère également d'accorder une attention spéciale au problème des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des réfugiés nationaux, qui ne bénéficient pas de la protection des institutions internationales. Il conviendrait également d'étudier les différentes causes de ces phénomènes afin d'en prévenir l'extension.

5. Enfin, la Fédération suggère aux organes concernés des Nations Unies d'accorder une attention toute particulière aux enfants déplacés et réfugiés. En effet, ils constituent une bonne moitié de la population globale des réfugiés et il est prévisible que cette situation va s'amplifier si les conflits armés et l'insécurité qui règnent dans certaines zones ne s'apaisent pas. Or, les enfants réfugiés sont doublement vulnérables, en tant qu'enfants et que réfugiés, et le déracinement a plus facilement des conséquences néfastes et de longue durée sur leur santé, leur développement social, leur scolarisation et leur comportement.

LIGUE DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE

[Original : anglais]
[1er août 1990]

1. La Ligue a suivi de près la situation depuis que le Prince Sadruddin Aga Khan a présenté son rapport sur la relation entre les violations flagrantes des droits de l'homme et les mouvements de réfugiés en 1982 et que l'Assemblée générale a institué un Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés.
2. La vingt-cinquième Conférence de la Croix-Rouge, tenue à Genève en 1986, a examiné des questions d'intérêt commun à l'Organisation des Nations Unies et au mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui portaient sur le déracinement ethnique involontaire. La Conférence internationale réunit les gouvernements qui ont ratifié les Conventions de Genève et les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.
3. La prochaine conférence internationale se tiendra en 1991 et, une fois de plus, elle demandera aux Etats d'honorer leurs obligations au titre des conventions internationales, en particulier s'agissant des droits de l'homme.
4. La Ligue reste convaincue que la question des réfugiés est bien l'une de ses préoccupations majeures et elle a récemment fait de son petit service des réfugiés un département à part entière, dans le dessein d'étoffer au cours des mois ou des années à venir son personnel spécialisé sur cette question.
